

La Tribune
Économie | France, mardi 3 janvier 2012

Économie
Le futur candidat Sarkozy reprend l'idée d'une TVA sociale

Clarisse Jay; Isabelle Moreau

En élargissant le sommet sur l'emploi du 18 janvier à des mesures de soutien à la croissance, le président change son discours politique. Pour mieux peser dans la campagne.

On change de braquet. Programmé le 18 janvier, le sommet sur l'emploi aura finalement un ordre du jour beaucoup plus large que prévu avec des mesures conjoncturelles sur l'emploi, et plus structurelles sur la compétitivité des entreprises, portant notamment sur le financement de la protection sociale. Malmené dans les sondages, le chef de l'État entend montrer, à quatre mois de la présidentielle, qu'il ne baisse pas les bras face à la hausse continue du chômage.

Plus payant peut-être aux yeux des Français, il renoue avec les grands-messes sociales, réunissant les partenaires sociaux, qui n'avaient plus cours à l'Élysée depuis la réforme des retraites. Avant d'annoncer des « mesures importantes » d'ici la fin janvier. En matière d'emploi, les mesures conjoncturelles sont connues dans leurs grandes lignes. Il s'agit notamment de faciliter le recours des entreprises au chômage partiel.

« Opération dangereuse »

Les autres sujets sont plus inattendus. Outre la création d'une taxe sur les transactions financières, la TVA sociale fait son grand retour. La nouvelle fiscalité « anti-délocalisation » envisagée comprendrait une TVA relevée sur les produits fabriqués hors de France. Dans l'entourage de Valérie Pécresse, ministre du Budget, on précise qu'il y a « différentes manières de procéder » mais qu'« aucun schéma n'est encore arrêté »... Très critique, Jean-Claude Mailly, secrétaire général de FO, considère que « la TVA sociale est un oxymore » et qu'on « n'entreprend pas une telle réforme à quelques mois de la présidentielle ». D'autant que cette « idée vient d'une demande récurrente du patronat de transférer une partie des cotisations employeurs vers la TVA ou la CSG ». Pour lui, la TVA sociale est « une opération politique opportuniste et dangereuse ». Il le rappellera le 5 janvier à Xavier Bertrand, qui prendra le pouls des leaders syndicaux et patronaux en vue de préparer le sommet.

Pour Nicolas Sarkozy, lancer le débat sur la TVA sociale permet aussi d'infléchir son discours politique. **« Le discours n'est plus centré sur le seul respect des objectifs budgétaires. On change de priorité; le gouvernement gagne du temps », commente Mathieu Plane, économiste à l'OFCE.** De fait, désormais, « la philosophie est de travailler sur des mesures de soutien à la croissance et à la compétitivité », argue-t-on à Bercy. Des mesures donc plus « électoralo-compatibles » qu'un nouveau train d'austérité.

Coût des heures sup

Pour autant, l'option « TVA anti-délocalisation » pourrait être mal perçue par l'opinion publique. « Les entreprises vont-elles répercuter les baisses de charges sur les prix? Il s'agit en fait d'un transfert de charge sur le consommateur qui risque de casser le pouvoir d'achat », avance Mathieu Plane, rappelant que 10 % des revenus les plus bas acquittent 11,5 % de la TVA quand les 10 % les plus élevés n'en supportent que 5,2 %. Bref, si cette mesure est indolore budgétairement, elle risque d'être sans effet sur la reprise. D'ailleurs, pour plus de cohérence avec la promotion du partage du travail via le chômage partiel, le gouvernement plancherait sur une remise en cause de la défiscalisation des heures supplémentaires, mesure très critiquée pour son coût (4,5 milliards d'euros par an).